

Annexes du rapport de progrès du novembre 2018 au mai 2019

1. Compte rendu de la 2^{ème} réunion du comité de pilotage
2. Rapport du colloque international
3. Rapport de mise en place et fonctionnement du Système d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide au Tchad



Empowered lives.
Resilient nations.

COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROJET PBF TRANSFRONTALIER TCHAD-CAMEROUN, 06 FEVRIER 2019, YAOUNDE – HILTON HOTEL

Le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun a présidé le mercredi 06 février 2019, à l'hôtel Hilton de Yaoundé, la deuxième réunion du Comité de Pilotage du Projet « **Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones frontalières entre le Tchad et le Cameroun** » transfrontalier Tchad-Cameroun. Y ont pris part :

- Le Représentant du Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement du Tchad ;
- La Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Cameroun ;
- Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Tchad ;
- Les Représentants de l'UNICEF et du PNUD, du Cameroun et du Tchad ;
- Le Directeur Général de la Coopération Bilatérale et Multilatérale du Cameroun ;
- Les Responsables des ministères en charge de l'Economie du Cameroun et du Tchad ;
- Le représentant du ministère de l'Administration Territoriale, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Local du Tchad ;
- Les experts du PNUD et de l'UNICEF du Cameroun et du Tchad ;
- Les autres membres du comité de pilotage du projet ;
- Les journalistes et la société civile.

La liste de présence est annexée au présent rapport.

Les travaux ont été essentiellement axés sur huit (08) points à savoir : (i) la cérémonie protocolaire d'ouverture, la présentation des objectifs et résultats attendus du COPIL, (iii) la présentation de l'avancement du projet, (iv) la présentation des priorités pour l'année 2019, (v) les discussions en plénière, (vi) la présentation du cadre des résultats, (vii) la présentation du projet de l'évaluation finale, (viii) la validation du cadre de résultats, du projet de l'évaluation finale des priorités de l'année 2019 et des recommandations.



Empowered lives.
Resilient nations.

1. De la Cérémonie protocolaire

La première allocution a été celle du Représentant de la Coordinatrice Résidente du Système de Nations Unies au Cameroun, Représentant de l'UNICEF. Après les civilités d'usage et les excuses de la Coordinatrice, il a insisté sur la question sécuritaire qui reste une réalité du fait des conflits armés au niveau de la frontière Tchad-Cameroun. L'une des réponses à cette situation a été la mise en œuvre du projet d'appui aux mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et à l'inclusion des jeunes dans les zones frontalières entre le Tchad et le Cameroun prenant en compte les localités de Blangoua et Goulfey dont l'échéance est prévue au 31 mai 2019.



M. Jacques Boyer, Représentant de l'UNICEF au Cameroun

Il a en outre rappelé que ce projet a contribué à la cohésion sociale, au renforcement des mécanismes de gestion des conflits, à l'insertion socioéconomique des jeunes et à l'apaisement des conflits, mais aussi, à la prévention de l'extrémisme violent. Il a révélé l'existence des comités formés en appui au soutien psycho-social apporté aux enfants vulnérables, les activités de Cash for Work...

Il a enfin terminé son propos en rappelant l'objectif général de l'atelier qui vise à identifier les goulots d'étranglement et les actions prioritaires dans un contexte de renforcement des mécanismes transfrontaliers pour des raisons de cohésion entre les deux pays. Le mot de fin a été ainsi l'invitation des participants à une meilleure implication aux travaux de l'atelier.

La deuxième allocution a été celle du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Tchad. Outre les remerciements adressés aux gouvernements de deux pays et aux organisateurs de l'atelier, il a insisté sur l'importance du projet et ses effets bénéfiques sur les populations. Il a précisé qu'il s'agit d'une opportunité pour le renforcement des mécanismes de dialogue et de prévention de l'extrémisme violent dans les zones ciblées. Des résultats sont visibles dans le changement de comportements. Il a soutenu l'idée selon laquelle, ces efforts doivent se poursuivre bien que le projet se termine en mai 2019. Il faudrait donc ainsi préparer son appropriation par les gouvernements et les communautés.



M. Stephen Tull, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Tchad



Empowered lives.
Resilient nations.

Dans la troisième allocution, la Représentante du Ministre de l'Economie, de la Planification et du Développement du Tchad, la Directrice Générale Adjointe au MEPD au Tchad a pour sa part, adressé ses sincères remerciements au nom du Gouvernement du Tchad et les excuses de son Ministre, absent à cause du conflit d'agenda. Elle a aussi exprimé sa gratitude à l'endroit des Nations Unies. Elle a en outre félicité le projet, qui selon elle, est innovant car recherchant des solutions permanentes avec l'implication des communautés. Elle a exprimé la profonde préoccupation du Tchad afin que le projet réussisse avec un désir d'appropriation par le Gouvernement. Elle a enfin remercié les chefs d'Etat des deux pays, garant de la paix et de la sécurité dans la zone d'implantation.



Mme Ramada Ndiaye, Directrice Générale Adjointe au MEPD au Tchad

Le discours d'ouverture a été présenté par le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, qui a tout d'abord tenu à s'excuser pour le retard accusé du fait des conflits d'agendas, avant de souhaiter une chaleureuse bienvenue aux participants.

Il a particulièrement salué la forte présence des responsables des agences du Système Nations Unies du Cameroun et du Tchad. Un tel projet, a-t-il dit, accompagne les deux pays dans la recherche de la paix et de la quiétude des populations.

En interpellant les membres du comité de pilotage sur le projet conjointement mis en place par les deux gouvernements avec l'appui des Nations Unies et sous fonds PBF, il a insisté sur les résultats y relatifs sur les cibles que constituent les femmes, les jeunes et les enfants. D'un coût initial de 1 milliard 800 millions de francs CFA à titre de don, ce projet est une véritable opportunité de cohésion sociale et de résilience. Il a par ailleurs rappelé les recommandations de la première réunion en termes de recadrage et de réaménagement du projet sans augmentation des coûts. L'un des objectifs de la présente, étant la validation du cadre de résultats réaménagé. Il a ainsi invité les différents membres à s'activer aux travaux pour rendre concret la ferme volonté du Cameroun exprimée par le Président de la République, afin que l'inclusion sociale des populations vivant à la frontière du Tchad avec le Cameroun soit une réalité.



M. Tasong Tchoutang Paul, Ministre délégué du MINEPAT au Cameroun

2. De la Présentation des objectifs et résultats attendus du COPIL

Les objectifs et les résultats attendus du Comité de Pilotage ont été présentés par le Directeur Général de la Coopération du Cameroun. De manière globale, il est ressorti que l'objectif général vise à renforcer la nature conjointe et transfrontalière de ce projet tout en proposant des stratégies pour améliorer ses performances. Les résultats qui en découlent sont axés sur



Empowered lives.
Resilient nations.

l'information des membres du comité de pilotage sur l'avancement de la mise en œuvre et les priorités 2019.

3. De la Présentation de l'avancement du projet

L'avancement du projet a été présenté en termes d'évaluation de l'atteinte des résultats et des produits formulés dans le document de projet. D'importantes activités ont été menées dans le cadre du renforcement des mécanismes transfrontaliers, inter et intra-communautaires, et de la confiance entre les forces de sécurité et les populations aux fins de détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes. Mais aussi, les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices et génératrices de revenu. Enfin, les médias et les programmes scolaires participent davantage à la diffusion des messages véhiculant un contre-discours sur l'extrémisme violent. En ce qui concerne les dépenses déjà exécutées, la partie tchadienne a déjà exécuté 88% du budget et la partie camerounaise 87.5%, pour un taux d'exécution budgétaire global de 87.75%. Quelques contraintes émaillent cependant le projet à savoir :

Les Contraintes programmatiques

- Couverture insuffisante ou non de certaines localités en radio de proximité ;
- Persistance des pesanteurs socio culturelles susceptibles de limiter la participation des femmes et l'accès des enfants à l'éducation et aux mécanismes de résilience communautaire mis en place ;
- Faible accès de certains jeunes aux pièces d'identités limite les voyages d'échanges (Tchad-Cameroun) ;
- Faible capacité des Organisations de la Société Civile (Micro-évaluation) de mise en œuvre dans le domaine de la consolidation de la paix ;
- Lourdeur des procédures administratives et financières des agences de mise en œuvre.

Les Contraintes opérationnelles

- Accès difficile aux localités en saison de pluies ;
- Défis sécuritaires avec obligation des escortes pour se rendre dans l'arrondissement de Blangoua et ses localités ;
- La complexité du domaine d'intervention rend difficile la perception du changement à court terme.

Les leçons apprises sont allées dans le sens de l'implication des autorités administratives et leaders coutumiers pour l'augmentation de l'appropriation des résultats et l'ancrage du projet au niveau local. En termes de perspectives, il s'agit entre autres (i) d'appuyer les acteurs gouvernementaux et la société civile pour l'élaboration de fiches de projets pour solliciter des financements du PBF, (ii) de mener le plaidoyer auprès des autorités administratives et de défenses pour la mise en œuvre des directives « safe school » du côté Tchad-Cameroun, (iii) de renforcer la collaboration avec les partenaires de mise en œuvre dans le cadre des nouveaux projets du PBF au Tchad (Appui à la participation citoyenne).



Empowered lives.
Resilient nations.

4. De la Présentation des priorités de l'année 2019

Les priorités concernent six (06) activités du plan de travail 2019 pour un budget estimé à 749,884 USD. Ces activités sont entre autres :

- Dialogues transfrontaliers
- Colloque international
- Documentation et partage des meilleures pratiques, des histoires réussies et des défis
- Renforcement des capacités économiques des jeunes à travers les AGR et les initiatives visant la promotion du commerce transfrontalier.
- Compétitions intercommunautaires (transfrontalières)
- Dialogues intergénérationnels

5. Des Discussion en plénière

Après ces premiers exposés en plénières, les participants ont fait un certain nombre d'observations qui étaient à la fois des remarques ou des questionnements dans l'ordre suivant :

- Question sur les résultats au-delà des actions menées. Quelle méthodologie pour convaincre qu'il y a eu des résultats palpables ou de l'impact qui montre le changement vers la consolidation de la paix et comment on peut tirer la leçon surtout dans la mesure où le PBF veut continuer à soutenir les deux pays ?
- Faible couverture en termes de radio de proximité est un vrai défi pour atteindre les populations difficiles à joindre. Il faut apporter une attention particulière sur les radios locales en langues locales de part et d'autre de la frontière entre les deux pays, cela étant un des éléments porteurs de l'aspect transfrontalier du projet. Il faut aussi voir d'autres approches innovantes pour utiliser l'existant qui se fait déjà sur le terrain en associant les projets déjà en œuvre (exemple du programme de relance de la zone du Bassin du lac Tchad).
- Prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix : non enrôlement des enfants est un marqueur pour démontrer de l'effectivité du projet. Au Tchad les populations n'ont plus peur des forces de sécurité et de défense et au Cameroun des jeunes filles osent parler de la paix avec des sages de la communauté.

Il manque la notion transfrontalière comme par exemple avec les radios qui émettent des deux côtés. Au-delà de la formation, il serait utile d'aider les jeunes à rentabiliser leurs formations et se lancer dans des initiatives économiques et se constituer en groupements pour avoir quelques revenus.

- Pérennisation des acquis dans une zone qui a été délaissée au Tchad. Ce qui a été obtenu, l'a été grâce surtout aux engagements communautaires, mais pas seulement sur base des appuis financiers. Il est important d'avoir ce genre de débats avec les communautés pour qu'ils puissent comprendre que ce ne sont pas les appuis extérieurs qui font la différence mais plutôt l'engagement des communautés. L'évaluation du projet doit porter sur les résultats en termes de changements. Une des contraintes a été l'accès à l'identité et aux papiers d'état civil. Il est nécessaire d'avoir une approche « programme » plutôt qu'une approche projet pour ne pas provoquer de



Empowered lives.
Resilient nations.

dépendance. Donner des réponses aux jeunes dans ce sens pourrait faire la différence.

- Résultat principal en termes de durabilité est de traiter des questions pratiques qui nous ont poussé à l'élaboration de ce projet comme le commerce transfrontalier. Cela peut nous donner une idée de penser non seulement aux résultats issus des activités génératrices de revenu mais aussi leur impact sur le commerce transfrontalier et l'économie.

6. De la Présentation du Cadre des résultats aménagé

La coordinatrice du projet a présenté deux modifications importantes au cadre de résultats : la correction des erreurs techniques identifiées au niveau des titres et la définition des données de base qui n'avaient pas encore été déterminées au début du projet. Elle a expliqué aux participants que ces modifications avaient été recommandées par le premier comité de pilotage du 12 juillet 2018. La raison qui était derrière cette recommandation est d'avoir une logique cohérente et de faciliter l'évaluation des progrès du projet. Elle a présenté le changement du titre du résultat 2 et du produit 1.3, ainsi que les six indicateurs dont les données de base ont été définies à partir des données de l'enquête de perception réalisée au Tchad avant le développement du projet et de l'étude de base menée au Cameroun dans le cadre de ce projet.

7. De la Présentation du projet de l'évaluation finale (PNUD Tchad)

Étalée sur une durée de 45 jours pour un montant estimé à 100.000 USD dont 25.000 USD par agence, l'évaluation du projet sera axée principalement sur les piliers suivants :

- Analyse du partenariat mis en place avec les différents partenaires d'exécution dans la mise en œuvre des activités ;
- Analyse des effets du projet sur la dynamique socio-politique et les rapports intra et intercommunautaires ;
- Analyse de la dimension sexo-spécifique des interventions et leurs effets sur le rôle des femmes et jeunes filles dans les initiatives de consolidation de la paix ;
- Analyse de l'efficacité, l'efficacité, la durabilité, pertinence, impact (ou résultats), la transversalité du genre ;
- Analyse des mécanismes de coordination inter-agence dans la mise en œuvre du projet ;
- Identification des pistes d'élaboration de nouvelles interventions conjointes sur la base des données de l'évaluation ;
- Analyse des aspects catalytiques du projet (*Si le projet a permis d'initier d'autres interventions ou de mobiliser des ressources additionnelles pour la consolidation de la paix*).



Empowered lives.
Resilient nations.

8. De la Synthèse des recommandations du COPIL (UNICEF Cameroun)

A l'issue des différentes présentations, échanges et discussions, l'atelier a recommandé ce qui suit :

	Recommandations	Responsables	Délais
1	Avoir une approche « programme » plutôt qu'une approche « projet » pour ne pas provoquer de dépendance et promouvoir la pérennité. Cela permettra d'exploiter les opportunités de synergie et de complémentarité avec les programmes existants.	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités de tous les niveaux - Communautés de deux pays - Partenaires de mis en œuvre et agences 	Continuel , mais avec l'accent particulier au 4 mois qui reste pour clôture ce projet.
2	Pour le prochain COPIL (présidé par les deux ministères en charge du plan) : Organiser le 3e COPIL sur site, intégrer le suivi des recommandations du COPIL précédent sur l'agenda, avoir les débats avec les communautés bénéficiaires à l'instar de ce qui est fait au niveau du COPIL, et traiter le rapport de l'évaluation finale.	<ul style="list-style-type: none"> - Coordinatrice du projet - Agence organisatrice (UNICEF Tchad) - Ministère de l'Economie (Tchad et Cameroun) - Agences du PNUD et de l'UNICEF 	Fin mai 2019
3	Intégrer la mesure de l'appropriation des actions menées par les parties prenantes et prendre en compte dans l'évaluation finale les aspects liés à la préparation des communautés et des autorités locales à la pérennisation des projets	<ul style="list-style-type: none"> - Agences du PNUD et de l'UNICEF - Ministère de l'Economie (Tchad et Cameroun) - Partenaires de mise en œuvre - Autorités locales et communautés de la zone du projet. 	Fin mai 2019
4	Revoir les termes de références de l'évaluation finale sur l'apport des Nations Unies sur la mise en œuvre des interventions et sur l'intégration des éléments qui montreront les changements et les indicateurs de résultats lors de l'évaluation finale.	<ul style="list-style-type: none"> - PNUD Tchad 	Mi-février 2019

9. De la Validation du cadre de résultats, du projet de l'évaluation finale des priorités de l'année 2019 et des recommandations (Membres du COPIL)

Le cadre de résultats, le projet d'évaluation finale, les priorités de l'année 2019 et les recommandations ont été validés par les membres du COPIL sous réserve de la tenue des travaux techniques de précision des responsabilités et des délais dans la mise en œuvre des recommandations.



Empowered lives.
Resilient nations.

10. Mot de fin du Ministre Délégué

Pour le mot de fin du Ministre délégué, il a émis l'idée que la 3^e session du COPIL ait lieu dans les sites de mise en œuvre du projet et qu'il serait de bon ton de partager les documents à l'avance à toutes les parties prenantes. En remerciant les participants pour leur implication active, il a déclaré close la deuxième session des travaux du comité de pilotage du projet transfrontalier PBF Tchad-Cameroun.



Photo UNICEF Cameroun, 06 février 2019, à Yaoundé au Cameroun :

Photo de famille des membres du comité de pilotage du projet PBF Transfrontalier Tchad-Cameroun

Fait à Yaoundé le 06 février 2019

Président de réunion

M. Paul Tasong

Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie et de
l'Aménagement du Territoire du Cameroun

Co-président de la réunion,

Mme Allegra Maria Del Pilar Baiocchi

Coordonnatrice Résidente du Système des Nations
Unies au Cameroun





Empowered lives.
Resilient nations.

COLLOQUE TRANSFRONTALIER TCHAD-CAMEROUN

MAROUA, du 15 au 16 MAI 2019



THEME : Cerner et agir contre les conflits et l'extrémisme violent pour la Consolidation de la paix dans les communautés frontalières entre le Tchad et le Cameroun.

Financé par le PBSO /PBF dans le cadre du projet transfrontalier TCHAD- CAMEROUN





Empowered lives.
Resilient nations.

Table des matières

1.	Contexte et justification du colloque	12
2.	Date et lieu de tenue du colloque	13
3.	la mission de participation de l'équipe PNUD/Tchad	13
3.1.	Itinéraire et composition de la mission	13
3.2.	Objectif de l'équipe	14
4.	Le colloque transfrontalier de Maroua en résumé	14
4.1.	L'objectif du colloque	14
4.2.	Les participants :	14
4.3.	Les résumés du colloque :	15
4.4.	« Le Think tank »	17
4.5.	Résultats atteints :	17
5.	Difficultés rencontrées	17
6.	Leçons apprises	18
7.	Recommandations	18
8.	Conclusion	19
9.	L'équipe de la mission PNUD Tchad.	20
10.	Annexes :	21



Empowered lives.
Resilient nations.

1. Contexte et justification du colloque

En 2009, la ville de Maiduguri, Capitale de l'Etat de Borno au Nigeria, est le théâtre d'affrontements meurtriers entre l'armée nigérienne et les adeptes d'une organisation religieuse peu encore connue du grand public, Jamatul Ahlis-Sunna Lidawati wal Jihad, alias Boko Haram. En peu de temps, Boko Haram s'est répandu dans le Nord-Est du Nigeria, étendant son emprise sur les zones frontalières du Nigeria avec le Cameroun, le Niger et le Tchad au sein du Lac. D'une secte islamiste, Boko Haram est devenue à partir de 2014 une organisation militaire particulièrement violente qui sera rapidement listée au nombre des organisations terroristes les plus violentes au monde. Surprenante par l'ampleur qu'elle a prise, résiliente par sa capacité de reproduction et de survie, déstabilisatrice par son impact pluriel, la secte est devenue le plus grand perturbateur régional du Bassin du lac Tchad.

En effet, avec 2 392 365 déplacés internes et 226 247 réfugiés nigériens au 30 juin 2018¹ la crise due à l'insurrection a causé un désastre humanitaire sans précédent dans la sous-région. Les mobilités économiques et sociales transfrontalières ont laissé place aux migrations forcées, sapant durablement les structures sociales et socioéconomiques de populations frustrées. Profitant de la porosité des frontières, Boko Haram s'est manifesté à travers les recrutements, les attaques, les attentats, les approvisionnements dans les pays voisins du Nigeria. Ce qui a suscité une réponse coordonnée des Etats à travers la Force Multinationale Mixte. Entre mobilisation militaire, interventions humanitaires et renforcement des capacités de résilience des communautés, la réponse à la crise s'est faite au niveau local, national, régional et international.

Si la crise est régionale, elle comporte cependant des aires géostratégiques spécifiques, des espaces de continuités transfrontalières dont l'intelligence et la gestion appellent à des perspectives tout aussi transfrontalières. Ainsi, dans la circulation de ses hommes, dans les trafics destinés à son autofinancement ou dans ses approvisionnements divers, Boko Haram a souvent instrumentalisé la fluidité des mobilités interétatiques qui, jusque-là, avaient sous-tendu l'intégration économique et sociale entre le Nigeria et ses voisins, mais aussi entre le Cameroun et le Tchad. Ce continuum stratégique entre les deux pays est peu exploré dans le contexte de l'analyse de la crise que traverse le Bassin du lac Tchad, car l'approche holiste élude des spécificités dont l'appréhension fine pourrait davantage étayer l'action. Les circulations transfrontalières et leur profondeur territoriale impactent-elles les dynamiques de paix, de sécurité et de développement bien au-delà du Département du Logone et Chari et de la Région du Hadjer-Lamis de part et d'autre de la dyade aquifère entre le Cameroun et le Tchad ? A priori, la transfrontalierité socioculturelle induite par les similitudes humaines et culturelles, tendrait à y limiter l'aire d'influence ou de convergence stratégique. Pourtant, à voir les itinéraires qu'ont suivi des acteurs du crime organisé à diverses époques, il y a lieu d'adresser la problématique de la diffusion des éléments belligènes et criminogènes sur la longue durée et leur potentiel dans la prospective stratégique aux abords sud du lac Tchad.

Les Etats ne s'y sont pas trompés qui avaient collaboré au plan bilatéral pour mener une lutte commune contre Boko Haram dans le cadre de l'Opération Logone 2015. C'est dans ce sillage des synergies transfrontalières que le système des Nations Unies en partenariat avec les deux gouvernements (Tchad-Cameroun) sous l'appui financier du Peace-Building Support Office (PBSO/PBF), conduit des actions de renforcement des mécanismes communautaires de prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans

¹ <https://data2.unhcr.org/fr/situations/nigeriasituation>



Empowered lives.
Resilient nations.

la zone transfrontalière Cameroun-Tchad menacée par la crise actuelle et plus amplement dans les parties de ces pays affectées par Boko Haram.

Pour que la connaissance des enjeux et des défis corrélés à la violence extrémiste et celle des actions menées sur le terrain nourrisse opportunément la définition des réponses adaptées des acteurs communautaires, nationaux et internationaux, le PNUD Tchad et le PNUD Cameroun envisagent d'organiser un Colloque devant servir de cadre de dialogue et de renforcement mutuel entre universitaires, chercheurs, experts, cadres des organisations internationales et opérateurs de la société civile menant des travaux de recherche scientifique, des expertises ou réalisant des activités d'analyse et d'intervention au sujet des conflits et de l'extrémisme violent dans le Bassin du lac Tchad en général et particulièrement dans le département du Logone et Chari(Cameroun) et la province du Hadjer-Lamis(Tchad), affectées par Boko Haram.

Le Projet PBF/PBSO « **Projet d'Appui aux Mécanismes de Consolidation de la Paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun** » prévoyait un colloque qui permettrait de discuter sur les différentes théories sur la question de la consolidation de la paix et toutes les situations endogènes qui la sous-tendent : l'extrémisme violent, la radicalisation, Boko haram, l'impact socio-économique sur les jeunes et les femmes.

2. Date et lieu de tenue du colloque

Le colloque transfrontalier Tchad-Cameroun est organisé du 15 au 16 mai 2019 à Maroua, au Cameroun.

La salle de conférence de la Woila FM (Agence de Radiodiffusion-Télévision), avec une capacité de plus de 600 places, a servi à accueillir le colloque.



VUE PANORAMIQUE DES PARTICIPANTS AU COLLOQUE TRANSFRONTALIER

3. la mission de participation de l'équipe PNUD/Tchad

3.1. Itinéraire et composition de la mission

L'itinéraire est de Ndjaména – Maroua et Maroua – Ndjaména par le vol UNHAS.

Le PNUD TCHAD est l'initiateur du colloque, avec 65% du budget contre 35% pour le PNUD Cameroun. Ainsi un technicien a été dépêché de Ndjaména à Maroua du 10-17 mai 2019 afin de finaliser les préparatifs du colloque sur le terrain.

Une délégation de trois personnes du PNUD Tchad a suivi mardi 14 pour rentrer vendredi 17 mai 2019.



Empowered lives.
Resilient nations.

La délégation est composée d'un représentant de la Représentante Résidente, du Project manager, ainsi que de la Coordinatrice du projet PBF/PBSO transfrontalier.

La contribution de l'équipe du Cameroun a été saluée, car selon les discussions, le PNUD Cameroun devrait appuyer sur la question logistique de par leur proximité. Ce qui a été fait, avec une brillante contribution à tous les niveaux, techniques sur le thème et sur l'orientation des présentations, ainsi que sur la logistique.

3.2. Objectif de l'équipe

L'objectif de l'équipe venue du Tchad est clairement de parachever les préparatifs du colloque et de participer à l'animation et au rapportage du colloque.

L'équipe a aussi représenté le bureau PNUD du Tchad également pour cette activité, d'ailleurs préparée par elle-même.

4. Le colloque transfrontalier de Maroua en résumé

Le colloque a démarré avec l'accueil des participants et le mot de bienvenue du représentant du PNUD Tchad, suivi du discours d'ouverture du représentant du Gouverneur de la province de l'Extrême-Nord (Cameroun). La leçon inaugurale du colloque, présentée par le Professeur Saïbou Issa a introduit les cinq(5) panels constitués pour gérer les 22 présentations prévues. Vous retrouverez les présentations dans le cahier des résumés.

4.1. L'objectif du colloque

L'objectif général du Colloque de Maroua est de faire le point sur la recherche et l'action sur la relation entre les mécanismes de paix communautaires et les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits et à l'extrémisme violent. Il s'agit de corréliser l'analyse scientifique et la réponse afin de mutualiser la compréhension des déterminants et des mécanismes appropriés et d'assurer une meilleure synergie entre les chercheurs et les acteurs au sein d'une région dont les problèmes de paix et de sécurité sont intégrés.

4.2. Les participants :

Le colloque a vu la participation moyenne sur les deux jours de 81 personnes. Sept(07) contributeurs venus du Tchad et quinze(15) du Cameroun ont présenté sur divers thèmes. Ces contributeurs sont essentiellement des universitaires enseignants chercheurs camerounais et tchadiens.

En dehors des chercheurs, d'autres contributeurs du milieu des praticiens comme Mme Thérèse Flora Tchatchoua de UNWOMEN, qui a apporté une contribution d'ONUWOMEN à la prévention et la réponse à la crise dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

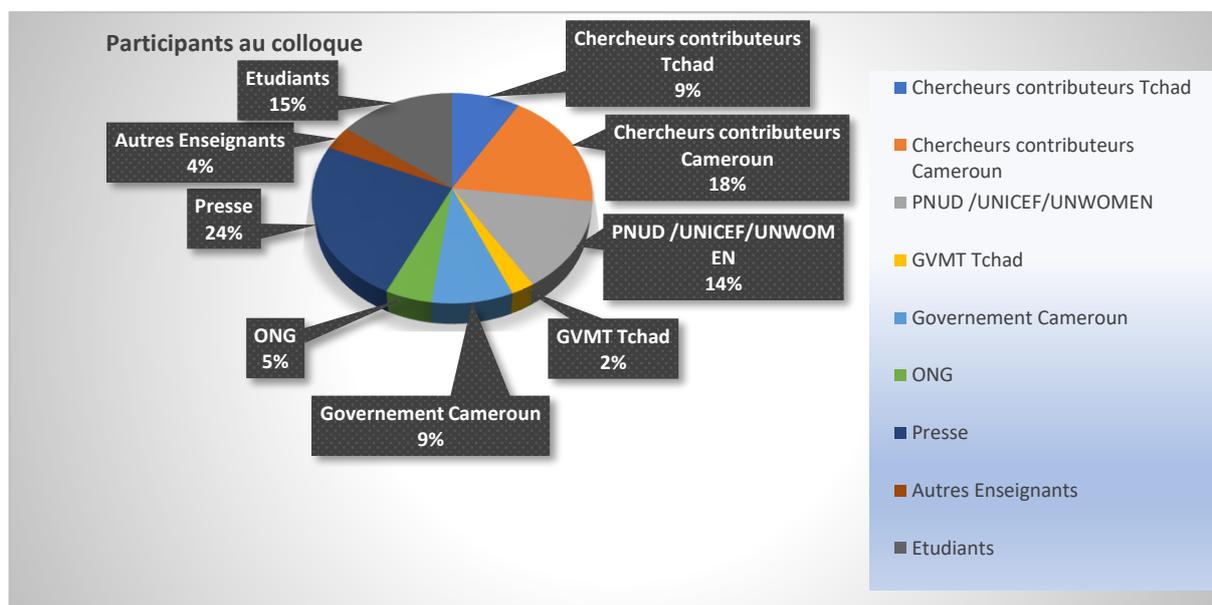
En dehors des contributeurs, les encadreurs du projet, tels l'équipe du PNUD, nos partenaires du gouvernement, des étudiants chercheurs, des journalistes et ONG, ont pris part à la rencontre et participé aux discussions.



Empowered lives.
Resilient nations.

Statistiques de participation :

REPRESENTATIVITE DES PARTICIPANTS	Nombre jour 1	Nombre Jour 2	Moyenne de participation	PRESENCE FEMMES
Chercheurs contributeurs Tchad	7	7	7	0
Chercheurs contributeurs Cameroun	15	15	15	1
PNUD /UNICEF/UNWOMEN	11	12	11,5	3
GVMT Tchad	2	2	2	0
Gouvernement Cameroun	6	8	7	1
ONG	5	3	4	2
Presse	23	17	20	1
Autres Enseignants	2	4	3	0
Etudiants	16	8	12	2
TOTAL	87	76	81	10



4.3. Les résumés du colloque :

Un cahier de résumés des thèmes ayant fait l'objet des présentations est produit afin d'aider à l'analyse sur les différents facteurs liés à la crise et la recherche de solutions pratiques pour la mise en œuvre des activités de consolidation de la paix dans les zones transfrontalières.



Empowered lives.
Resilient nations.

La leçon inaugurale, présentée par le Pr. SAÏBOU ISSA a permis d'établir une différenciation conceptuelle entre conflit et conflictualité, mais aussi il faudrait parler des extrémismes violents, car toutes violences extrémistes ne sont pas à finalité terroriste. De ce fait, la violence qui n'est pas spontanée adhère à trois (03) trajectoires notamment les postulats de sédimentation (vidanger), de saturation (nécessité d'un SAP contre les risques) et de métastase (cartographie simulatrice des risques et des menaces potentielles). Cet ensemble de chose doit concourir à hiérarchiser les facteurs de l'Extrémisme Violent, créer une synergie des intervenants dans les zones d'action, définir un profil type de leadership, prévenir plutôt que de gérer les crises, penser des bonnes pratiques et mettre sur pied une stratégie transfrontalière.

Dans le panel 1 (FONDEMENTS ET ANALYSES DES CONFLITS ET DE L'Extrémisme Violent), il a été possible de suivre des communications rangées dans deux sous panels. Le premier (Trajectoire scientifique) présidé par le Pr. SAÏBOU ISSA a donné l'occasion au Dr. SUMO TAYO de questionner « les écueils méthodologiques et éthiques qui empêchent aux chercheurs de tendre vers la connaissance objective des causes de l'extrémisme violent dans le Bassin du lac Tchad ».

Le Professeur Saibou Issa, modérateur principal du colloque a présenté la leçon introductive « De la théorie à la pratique » dont un extrait ici résume l'esprit du colloque.



Pr. Saibou Issa

« ...Le concept d'**extrémisme violent** entendu comme basculement rationnel d'un sujet radicalisé dans l'usage de la force lors de conflits idéologiques ou politiques est employé comme un substitut/euphémisme au concept de **terrorisme**, encore indéfinissable de façon consensuelle.

Dans l'espace cible de ce colloque, politiques, penseurs et acteurs de terrain engagés dans l'Extrême Nord Cameroun et dans les régions du Lac Tchad, travaillent contre « les excès »

radicalogènes et belligènes, donc toutes formes de risques de légitimation de l'usage de la force.

Toutes les violences extrémistes ne sont pas à finalité terroriste ... » Professeur Saibou Issa.

Cependant vous pourrez lire le cahier des résumés pour percer le contenu du colloque. Entretemps, il est prévu l'édition du livre-mémoire du colloque qui sera publié très bientôt pour couronner les échanges.

Boko Haram : il ressort de différentes situations liées au terrorisme qu'il n'existe pas de stéréotype, mais plutôt une diversité de facteurs sociaux qui influencent le radicalisme ou la prédisposition à l'extrémisme violent. Ainsi, les dynamiques locales sont à prendre en compte, en lien avec les dynamiques globales, pour s'assurer d'avoir identifié les facteurs plus ou moins proches de la réalité du milieu pris en compte. Ainsi Boko Haram dans ses nombreuses phases bénéficie certainement de plusieurs facteurs qu'il convient de souligner, entre autres, la pauvreté qui prédispose à beaucoup de dérives qu'on ne peut tous les nommer.



Empowered lives.
Resilient nations.

4.4. « Le Think tank »

C'est la plate-forme qui sera considérée comme le lieu de développement des orientations régionales sur les développements des questions liées à l'extrémisme violent et la consolidation de la paix.

Sans commentaires, un extrait du discours du PNUD « ... j'évoquais la nécessité de mutualiser le travail des universitaires et l'action des praticiens du terrain à travers à un tel événement... Les différentes présentations, les débats que nous avons eus et les conclusions auxquelles nous sommes parvenus nous interpellent tous sur la diversité du phénomène de l'Extrémisme violent, sur son imprévisibilité et sur la nécessité de recourir à des solutions variées, intégrées et intelligentes entre les théoriciens et les praticiens de tout bord... C'est pourquoi, il est important que les conclusions de ce colloque soient largement partagées à travers un système de communication approprié.

Notre document de « think- tank » synergique traduit notre engagement et notre volonté de continuer le travail mais en prenant en compte de nouvelles orientations pour plus de résultats et d'impacts sur le terrain.

Notre déclaration finale est en elle-même un plan d'action qu'il faudra dérouler à travers la mise en place d'une feuille de route appropriée. Le dispositif de veille mis en place devra œuvrer avec notre contribution à tous les niveaux pour que la consolidation de la paix dans notre sous-région soit une réalité... » Elie Yanyara-PNUD Tchad.

4.5. Résultats atteints :

- Des articles bien élaborés qui seront publiés dans l'ouvrage collectif, prévu en perspective. Le cahier des résumés en est une ébauche ;
- L'ébauche de la matérialisation d'un groupe de recherche, des thématiques et un agenda pour l'insertion de la problématique de la Consolidation de la paix dans la recherche universitaire et l'enseignement ;
- Un procès-verbal formalisant la mise en place d'un « **think tank** », plate-forme de veille stratégique et sociale, est matérialisé. Il a été signé par les différentes parties prenantes, et restera dynamique, au point de traverser la dimension transfrontalière Tchad-Cameroun pour s'étendre au BLT ;
- Brassage transfrontalier entre des universitaires du Tchad et du Cameroun, entre des staffs du PNUD Tchad et Cameroun dans une synergie positive d'échange d'expérience et de compétences.

5. Difficultés rencontrées

Il n'y a pas eu de difficultés particulières liées au colloque, toutefois il faut noter qu'il s'agit d'une première dans le genre et que cela a été jalonné de challenges logistiques qui ont été vite résolus.

- La limite du budget n'a pas permis d'inviter des contributeurs du Niger et du Nigeria afin de renforcer l'analyse conjointe des facteurs et des dynamiques de leurs milieux.



Empowered lives.
Resilient nations.

6. Leçons apprises

Nous pouvons relever le brassage entre les chercheurs tchadiens et ceux du Cameroun comme facteur d'intégration régionale ;

La collaboration entre les collègues du PNUD Tchad et le PNUD Cameroun a révélé beaucoup de potentialités entre les deux bureaux. Nous gagnerions beaucoup à mettre à profit les compétences transfrontalières dans une synergie intégrée.

7. Recommandations

- ↪ Elaborer et mettre en place des stratégies transfrontalières pour une gestion durable des conflits ;
- ↪ Faire la cartographie des mécanismes endogènes qui sont fonctionnels, mais différents des mécanismes coutumiers, c'est-à-dire non traditionnels ;
- ↪ Identifier et mutualiser les bonnes pratiques de prévention, de résolution des conflits et de prévention de l'extrémisme violent ;
- ↪ Faire l'évaluation des facteurs religieux comme source de conflits /d'instabilité, et aussi comme facteurs de stabilité de la région du Lac Tchad;
- ↪ Impliquer dans les prochaines initiatives similaires, les experts des autres pays du bassin du Lac Tchad ;
- ↪ Elaborer des stratégies de renforcement de la fréquentation scolaire dans les communautés accusant un retard manifeste en matière de scolarisation ;
- ↪ Mettre en place un mécanisme de gestion et de financement des risques de catastrophes ;
- ↪ Prendre en compte le volet éducation en situation d'urgence dans le plan sectoriel de développement, assorti d'une planification conjointe afin d'éviter la duplication et la fragmentation du financement.



Empowered lives.
Resilient nations.

8. Conclusion

Le colloque dans son ensemble s'est terminé avec une note de satisfaction et un sentiment de réussite accomplie avec la richesse des présentations et les conclusions savantes exprimées après avoir parcouru les différents thèmes, dans divers domaines dont notamment la science, la consolidation de la paix avec ses dérivés dont l'éducation, la sécurité, le social, l'économie, l'inclusion des femmes et des jeunes.

Le think-tank, plate-forme de veille poursuivra sa mise en place et s'étendra dans la région du Bassin du Lac Tchad. Les conclusions et les recommandations de ce colloque marqueront une nouvelle perspective dans les liens et les échanges entre praticiens du domaine et chercheurs universitaires.

Quelques photos du colloque :



Quelques photos de la remise des certificats



Un aperçu des participants

Quelques liens : <https://www.youtube.com/watch?v=Rzc4Taic1uk&feature=youtu.be>



Empowered lives.
Resilient nations.



Aperçu des participants au colloque

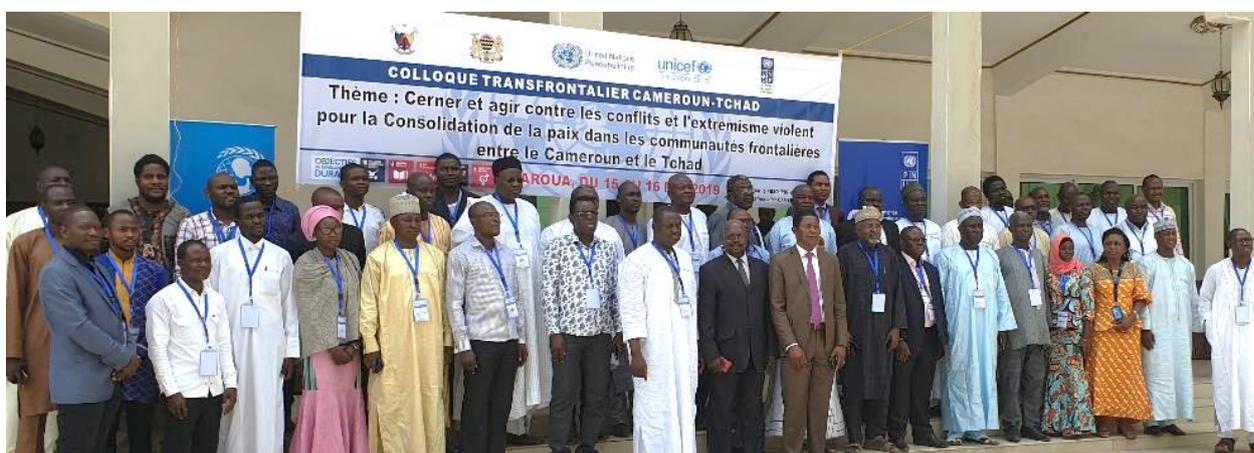


Photo de famille du colloque de Maroua du 15 au 16 mai 2019

9. L'équipe de la mission PNUD Tchad.

PNUD			
Noms	Titre	Téléphone	E-mail
Elie Yanyara	Analyste Programme	66279120	Elie.yanyara@undp.org
Lacina Barro	Spécialiste Résilience et Stabilisation	65751372	Lacina.barro@undp.org
Appoline Uwimbabazi	Coordinatrice du projet PBF/PBSO transfrontalier	60108823	Appoline.uwimbabazi@undp.org
Narre Ngamada	Analyste de Relèvement et Résilience Communautaire	66202627	narre.ngamada@undp.org
GOUVERNEMENT			
Roufaou Oumarou	MATSPGL		oumarououfaou@gmail.com
Blamsia Braoussala	MEPD		N/A



Empowered lives.
Resilient nations.

10. Annexes :

- Le calendrier du colloque
- Le cahier des résumés des sous-thèmes présentés
- Le procès-verbal de la mise en place du « think tank »
- Les listes de présences au colloque
- Les termes de références du colloque



Empowered lives.
Resilient nations.

**ELABORATION D'UN SYSTEME D'ALERTE
PRECOCE ET REPONSE RAPIDE CONTRE LES
CONFLITS, LA RADICALISATION ET
L'EXTREMISME VIOLENT DANS LA REGION DU
HADJER LAMIS (TCHAD)**



Empowered lives.
Resilient nations.

Introduction

La région du lac Tchad est une zone fragile qui connaît depuis des décennies, les effets conjugués de la dégradation des conditions écologiques, de la pression sur les ressources naturelles et des migrations nationales et transfrontalières. Suite aux rudes périodes de sécheresse des années 1970 et 1980 et des séquences sèches des années 1990, cet espace a connu une diminution considérable de ses potentialités agricoles, piscicoles et pastorales. Les abords du Lac restent néanmoins convoités pour les terres exondées, les pâturages et les zones de pêche qu'ils offrent. Aussi enregistre-t-on la convergence de migrants saisonniers et définitifs qui viennent s'ajouter à une population locale en croissance rapide et de plus en plus jeune et soucieuse de tirer avantage des activités génératrices des revenus qu'ils pourraient y pratiquer.

C'est dans ce contexte qu'à partir de 2009, la secte nigériane Boko Haram qui se constituait déjà de très nombreux disciples dans le Nord-est du Nigeria, radicalise davantage son discours et son champ de propagande et de recrutement de nouveaux adeptes dans les pays voisins, dont le Tchad. En 2015, la capitale tchadienne, N'Djamena, est l'objet d'attentats suicides perpétrés par des adeptes de Boko Haram. Il s'est avéré que la plupart des auteurs de ces attentats sont issus de communautés du lac Tchad et environs. Ce fait, ainsi que les incursions et attaques terroristes dans les Régions administratives des bords du Lac, témoignent de la pénétration progressive de la radicalisation et de manifestations de l'extrémisme violent impliquant des citoyens tchadiens dans les zones affectées ou exposées aux menaces de Boko Haram.

Convoitises sur les ressources, besoins pressants des jeunes désœuvrés de plus en plus nombreux, cohabitation entre communautés, régulations socioéconomiques, déplacements de populations, faits et risques de radicalisation et de l'extrémisme violent, se combinent pour motiver la prise de mesures anticipatives. Il s'agit d'une part de doter les communautés de mécanismes appropriés pour anticiper ou réagir aux menaces contre la cohésion sociale. Il s'agit d'autre part de faire face aux risques dus aux menaces nouvelles liées à l'émergence du terrorisme dans le Bassin du Lac Tchad en général, et aux abords sud du lac en particulier. D'où cette initiative du PNUD pour le renforcement des capacités de résilience des populations aux conflits, à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Le choix de la Région de Hadjer Lamis s'explique par sa position géographique et sa vulnérabilité aux infiltrations et aux influences des groupes radicaux qui écument la région du Lac Tchad. Cette étude a été commise pour asseoir un système d'alerte précoce et de réponse rapide devant contribuer à la résilience des populations face aux conflits et aux menaces nouvelles que sont la radicalisation et l'extrémisme violent.



Empowered lives.
Resilient nations.

Rappel des termes de référence

Le PNUD a recruté deux Consultants, l'un international et l'autre national, pour d'abord concevoir des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide à la radicalisation et aux conflits basés sur les contextes locaux de cinq villages cibles du Hadjer Lamis. Puis les chefs traditionnels et religieux, des leaders des femmes et des jeunes, ainsi que des représentants des services déconcentrés de l'État tchadien sont formés à l'utilisation de ces mécanismes.

L'objectif général assigné à cette consultation est de « doter les communautés transfrontalières cibles du projet des mécanismes de prévention et de réponse aux conflits, à la radicalisation et à l'extrémisme violent ». Par communautés transfrontalières, on entend les villages suivants, situés soit en bordure du Lac, soit en face du Cameroun et qui sont en interactions permanentes et diverses avec des groupes humains similaires ou partenaires au-delà des frontières. Il s'agit des villages suivants : Guité, Mani Kossam, Mahada, Nibeck et Zafaya.

Les objectifs spécifiques de l'étude se décomposent comme suit :

1. dresser une typologie sommaire des conflits intercommunautaires, des formes/causes de radicalisation, des causes directes et indirectes de l'extrémisme violent et des causes structurelles et conjoncturelles des conflits dans les communautés cibles de la Région du Hadjer Lamis et leurs ramifications transfrontalières ;
2. analyser les mécanismes endogènes de prévention et de réponses aux conflits et à l'extrémisme violent, en faisant ressortir leurs forces, insuffisances, discordances et complémentarités, puis proposer des amendements en vue d'une meilleure capacité de prévention des conflits et de l'extrémisme violent ;
3. Concevoir des mécanismes d'alerte précoce et de réponse face aux conflits et à l'extrémisme violent adaptés au contexte local, en spécifiant les rôles et les responsabilités des acteurs communautaires et étatiques déconcentrés (leaders religieux, chefs traditionnels, leaders des jeunes et leaders des femmes, responsables locaux des services compétents de l'Etat) ;
4. Elaborer un module de formation sur les mécanismes d'alerte précoce et de réponses à l'endroit des femmes, des jeunes, des leaders communautaires, etc.
5. Animer cinq ateliers de formation des leaders communautaires et responsables étatiques locaux sur l'utilisation de ces mécanismes.

Résultats et livrables



Empowered lives.
Resilient nations.

Les termes de références prévoient la production des résultats et livrables suivants :

1. Un rapport de cadrage faisant mention d'une méthodologie de travail claire et précise, précisant les outils d'enquêtes ;
2. Un module de formation sur le système d'alerte précoce et de réponse rapide ; la prévention de la radicalisation et des conflits au niveau communautaire, prenant en compte les éléments suivants :
 - les causes profondes et directes des conflits intercommunautaires et les moyens de prévention ;
 - les causes de la radicalisation au niveau communautaire dans le contexte de la Région du Hadjer Lamis, et en particulier dans les cinq villages cibles ;
 - les phases des conflits et de l'extrémisme violent, les indicateurs d'alerte précoce relatifs à chaque phase, basés sur le contexte, ainsi que les mécanismes de réponse, différenciés selon l'âge et le sexe ;
 - le rôle de chaque catégorie d'acteurs (leaders religieux, femmes et jeunes, etc.) dans l'opérationnalisation de ces mécanismes (collecte et analyse des données d'alerte ainsi que les niveaux et nature de réponse rapide) ;
 - les outils et les techniques de prévention de la radicalisation et des conflits au niveau communautaire.
3. Un rapport de cinq ateliers de formation à l'endroit des leaders des groupes cibles au niveau communautaire/local.

B. Méthodologie

1. La Collecte des données

- La collecte des données empiriques s'est faite principalement dans les cinq villages cibles et à N'Djamena pour les aspects communs de la politique nationale de prévention des conflits et de la radicalisation. Dans les villages cibles, il s'est agi de compléter, préciser ou identifier les évolutions des perceptions et réalités des conflits, de la radicalisation et de l'extrémisme violent déjà identifiés dans une étude que le PNUD a menée en 2016 sur ces questions et dans les mêmes



Empowered lives.
Resilient nations.

contrées.² Ce travail s'est fait entre le 25 et le 29 juin 2018. Un échantillon de 100 leaders communautaires, religieux, associatifs, de responsables d'associations de jeunes et de femmes, ainsi que de responsables administratifs, a été interrogé à travers un questionnaire bilingue (arabe et français). 10 focus groups ont été organisés aussi bien en catégories spécifiques qu'en groupes mixtes, la disponibilité des catégories cibles n'étant pas effective dans tous les villages. Des entretiens libres ont été également faits, en particulier avec les autorités traditionnelles, administratives et sécuritaires autour de la fréquence et de l'intensité des conflits, ainsi qu'en rapport avec l'efficacité des mécanismes de gestion des conflits existants. Il s'en dégage qu'entre 2016 et 2018, les facteurs de risques de conflits et leurs manifestations d'une part, les facteurs et indicateurs de la radicalisation et de l'extrémisme violent d'autre part, restent globalement constants. Cependant, de nouveaux acteurs de gestion sont apparus, notamment avec la constitution d'associations locales et l'arrivée de nouvelles OSC et de nouveaux partenaires internationaux. Une meilleure perception des problèmes par les leaders s'est dégagée. Une réduction de la peur immédiate d'attaques par les groupes armés est constatée. Toutefois, les réformes en cours en matière de gestion territoriale ne manqueront pas d'impacter le rôle des acteurs de terrain dans la mise en œuvre des mécanismes de stabilité au niveau communautaire.

- La revue de la littérature a ciblé les travaux académiques et scientifiques, les rapports des études antérieures sur les abords du Lac et sur les conflits, la radicalisation et l'extrémisme violent dans le Bassin du lac Tchad en général et dans le Hadjer Lamis en particulier. Les ressources en ligne ont été substantiellement exploitées, en l'occurrence pour des besoins comparatifs avec les mécanismes de réponse élaborés dans les contrées affectées par les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et aux rivalités identitaires et générationnelles d'une part, et d'autre part, confrontées à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Il en ressort que si les systèmes d'alerte et de réponse aux crises sociales, sanitaires, environnementales abondent, tel n'est pas le cas des mécanismes structurés de prévention des risques et de gestion des manifestations de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Du reste, ces risques et manifestations sont si variables d'une communauté à l'autre que les systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide (SAP) dédiés à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent sont rares dans les pays africains récemment soumis à la menace terroriste. En cela, le SAP que le PNUD élabore pour le Hadjer

² Rapport de l'Etude de perception et du plan de prévention de l'extrémisme violent et de renforcement des mécanismes de gestion des conflits dans le Hadjer Lamis, PNUD Tchad, juin-juillet 2016.



Empowered lives.
Resilient nations.

Lamis est un outil pionnier pour les contrées tchadiennes affectées par les aléas en cause.

- L'observation des relations sociales, des rapports entre les groupes d'âges, entre les genres, entre les communautés les plus anciennement installées et celles d'implantation plus récente, la visualisation des activités socioéconomiques et des compagnonnages, l'imprégnation du quotidien des enfants et des cadres de socialisation communautaire, etc. ont été pratiqués pour percevoir les dispositifs informels et formels d'encadrement des couches fragiles, ainsi que les lieux de la discorde et des rencontres.

2. Le traitement des données

- Le traitement manuel des questionnaires et des résultats des focus groups permettant de relever les nuances et évolutions des perceptions des conflits, de la radicalisation et des mécanismes de prévention et de réponse entre 2016 et 2018. Cette exploitation a également visé à identifier de nouveaux acteurs de régulation sociale et leurs rôles respectifs. C'est aussi le lieu de vérifier la conscience que les groupes cibles ont de l'existence ou non de systèmes formels ou informels d'alerte et de réponse rapide. Ce dépouillement a en outre permis de déterminer les points de consensus et les divergences selon les catégories d'âges, le genre, la fonction, l'appartenance ethnique ou religieuse, la localité, etc. ;
- La mise en corrélation des mécanismes locaux envisagés avec la stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent et les aspects du PND 2017-2021 relatifs à la prévention des conflits et la consolidation de la paix au Tchad en général et dans les zones affectées par les crises spécifiques en particulier ;
- la conception du SAP tenant compte de la situation actuelle des conflits et des risques stratégiques et sociaux identifiés ou perçus par les populations, les analystes, les acteurs sociaux, les partenaires et les responsables locaux et nationaux. Il s'agit dès lors d'un SAP multi-aléas : conflits, radicalisation, extrémismes violent qui constituent trois variétés de risques, mais n'en demeurent pas moins liés l'un à l'autre en tant que risque ou manifestation selon les cas. Le SAP qui est conçu intègre donc l'alerte précoce et la réponse aux conflits et aux processus et manifestations de l'extrémisme violent.

3. A la quête d'un modèle

L'extrémisme violent s'est propagé de façon inattendue à travers le monde, essaimant au Sahel et dans le Bassin du lac Tchad à mesure que s'y constituent ou se délocalisent des groupes terroristes. C'est a posteriori que l'extrémisme violent a révélé qu'un processus de radicalisation a précédé le passage à la violence. C'est donc à rebours que la contre-radicalisation est devenue la stratégie idoine de prévention



Empowered lives.
Resilient nations.

de l'extrémisme violent. Qu'on traite de la radicalisation, de la déradicalisation ou de la réintégration des désengagés de Boko Haram, l'on dispose davantage de pratiques propres à des terroirs que de modèles exportables.

La plupart des approches mettent l'accent sur la quête de réponses aux préoccupations des groupes vulnérables, particulièrement les jeunes et les femmes, et aux processus de conditionnement cognitif au bout desquels ils sont amenés à trouver des vertus à l'usage de la force dans la résolution des problèmes idéologiques, politiques ou sociaux. Facteurs-acteurs-mécanismes constituent la trilogie radicalogène qu'adressent les politiques publiques nationales et interventions des partenaires techniques et financiers, dans le cadre d'une gouvernance inclusive (jeunes et femmes), sensible au rôle de la communication (médias), adaptée aux besoins locaux (contexte) et préventive (renforcement des capacités locales de résilience).

Dans ce sens, au plan régional, l'on peut noter la mise en place d'une **Cellule régionale d'alerte précoce et de dialogue face à la radicalisation et à l'extrémisme violent** par la Mission de l'Union Africaine au Sahel et au Mali. Comprenant la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad, la Cellule travaille notamment à développer des outils d'analyse communautaire permettant d'évaluer les vulnérabilités, les deux autres actions étant le renforcement de la résilience et le dialogue avec les jeunes.³ Ce sont des actions de prévention, non pas un mécanisme d'alerte proprement dit, car il s'agit de cerner les problèmes locaux pour y trouver des réponses durables.

Dans leur Déclaration sur la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme au Sahel (2015), les ministres en charge des affaires religieuses ont écrit : « Les pays du G5 Sahel considèrent que la religion est un facteur de développement et de paix quand elle n'est pas traitée comme une question marginale à travers des prismes qui favorisent les courants radicaux. De ce fait, la question religieuse devrait être considérée dans sa transversalité dans la gestion de la problématique de développement humain durable ». Ils ont également convenu de « mettre en place des mécanismes régionaux d'analyse contextuelle et d'alerte précoce ». Le G5 Sahel a donc créé une Cellule de prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent (CELLRAD) avec des antennes nationales relevant du ministère en charge des cultes. Cet ancrage tient au fait que le facteur religieux est densément mis en exergue par les organisations salafistes qui agissent au Sahel, notamment au Mali et en Mauritanie où leurs liens avec AQMI sont des plus manifestes.

Dans plusieurs pays, existent des mécanismes de monitoring des indicateurs de l'extrémisme et de phénomènes associés tels que les radicalismes religieux, les replis identitaires ou la violence sexiste.

³ <https://www.au-misahel.org/cellule-regionale-dalerte-precoce-et-dialogue-face-a-la-radicalisation-et-lextremisme-violent/>



Empowered lives.
Resilient nations.

Quelques Etats, à l’instar du Mali et du Tchad, se sont dotés de stratégies nationales de prévention faisant de l’alerte précoce un outil à développer au niveau national et local. Toutefois, c’est davantage la société civile soutenue par des PTF qui forme ses équipes à l’élaboration et au maniement des outils et mécanismes de prévention.

A cet effet, les ateliers de renforcement des capacités se multiplient dans les pays affectés par le phénomène de l’extrémisme violent. PNUD, GIZ et USAID sont parmi les organisations les plus actives dans ce domaine au Cameroun, au Mali, au Niger et au Tchad notamment, la focalisation étant sur la capacitation des partenaires de mise en œuvre de leurs programmes respectifs. L’éclosion d’une société civile spécialisée sur les problématiques durables de l’extrémisme violent et des phénomènes associés reste encore un défi à relever, car c’est une condition déterminante à la réussite des actions entreprises et financées par l’Etat et ses partenaires.

Or, pour l’instant, la plupart de ces OSC impliquées dans la mise en œuvre des programmes et des projets sont des organisations transhumantes, migrant d’une thématique à l’autre au gré de la météo financière. Le renforcement des capacités et la formation des équipes de veille ne peuvent être efficaces que si les personnels ont des prérequis les dispensant de toute formation initiale, à moins de consacrer des efforts individuels soutenus. L’on peut comprendre par conséquent que la plupart des séminaires se soient limités à recommander la mise en place de systèmes d’alerte précoce ou à définir les axes de suivi des indicateurs de l’extrémisme violent sans les inclure dans une veille stratégique systématique. Il importe de souligner que si la radicalisation intra-communautaire peut être situationnelle – liée aux facteurs locaux – l’extrémisme violent proprement dit dérive davantage d’un environnement systémique que la localité subit.

Au cours de l’enquête de terrain, il a été constaté que quelques associations de femmes, de jeunes, des comités de développement et des organisations de producteurs (éleveurs notamment), jouent un rôle central dans la mobilisation, l’encadrement de leurs membres et la protection de leurs intérêts collectifs. Il faudrait en faire les relais durables de la veille sociale et stratégique locale et régionale, afin que la remontée de l’information par leurs membres alimente régulièrement le mécanisme de surveillance des risques.

II. Déclinaisons du Système communautaire d’alerte précoce et de réponse rapide

Les SAP sont un ensemble de mécanismes de veille structurée ou d’actions de collecte des informations sur les aléas potentiels induits par des risques dans un espace déterminé. Le SAP doit permettre de déclencher rapidement des interventions coordonnées en cas de crises. Dans le cadre de cette étude, le SAP communautaire qui est élaboré entend dégager les mesures à prendre avant



Empowered lives.
Resilient nations.

(prévention/alerte), pendant (réponse rapide) et après (prise en charge) la crise, entendue ici comme conflits ouverts ou manifestations de l'extrémisme violent.

1. Les phases du SAP

- La phase d'alerte

Elle devrait comporter trois étapes :

- L'identification des risques qui regroupe les mesures visant à cerner les sources de problèmes. Il s'agit : d'évaluer les risques par l'inventaire des problèmes, leur classification, leur localisation géographique ou la connaissance des groupes cibles et des situations à risques ;
- Collecter et analyser les données d'aléas/risque (tout en déterminant leur degré déclencheurs) ; le niveau d'analyse et de réponse rapide
- La définition des mécanismes de prévention pour créer, dans le cas d'espèce, un dispositif de mitigation des tendances à la radicalisation et des risques de conflit à travers la capacitation de ceux qui ont en charge de veiller sur les zones à risque, les catégories vulnérables et sur les communautés en général. Ici, le dispositif de veille se doit d'être à la fois centré sur l'objectif (radicalisation ou risque de conflit) et intégré (pour permettre de déceler les passerelles entre conflit et radicalisation). Ce dispositif doit comporter un observatoire fait d'hommes relais ou de cadres d'évaluations périodiques de la vie communautaire capables aussi bien de voir venir les risques que de statuer sur les échéances (dans combien temps la situation pourrait-elle dégénérer, quel est le degré de risque dans une échelle prédéfinie...).

Si l'évaluation du risque de conflit peut reposer sur des éléments matériels (insuffisance des pluies, nombre de migrants et de troupeaux, concentration sur des zones de pêches disputées, tensions intercommunautaires, etc.), celle des indicateurs de risques de radicalisation relève parfois des perceptions. Elle nécessite par conséquent beaucoup de discernement pour éviter les amalgames, règlements de comptes, stigmatisations, car tout changement d'attitude, tout revirement de choix vestimentaire ou toute barbe qui s'allonge de façon inhabituelle n'est pas nécessairement un indicateur de radicalisation ; autrement, les terrains de football seraient un aréopage de radicalisés. D'où la nécessité de cadres d'évaluation interne à chaque famille, association ou communauté selon les cas. C'est le niveau de la **prévision** (maîtriser les risques avérés) et de la **prédiction** (entrevoir l'imminence de la menace), car dans le cas de l'extrémisme violent, le dispositif de veille et celui de réaction peut être le même quand il s'agit d'identifier des personnes à risque, les contenir ou les neutraliser avant l'explosion.

Il convient cependant de souligner qu'en général, il y a une nuance entre la prévention et l'alerte précoce. La première est une disposition permanente à créer un environnement impropre à l'émergence



Empowered lives.
Resilient nations.

des troubles. La seconde est d'une part préemptive en ce qu'elle est la capacité à déceler la proximité du « serpent à sonnettes » et d'autre part spontanée en ce qu'elle déroule automatiquement des mesures d'amenuisement des effets de la crise. D'où l'imbrication de l'alerte précoce et de la réponse rapide. Toutefois, si ceci est vrai pour le conflit ou la catastrophe naturelle, il en est tout autrement pour les dispositions à prendre contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

Dans le cas de la radicalisation, les signes avant-coureurs peuvent n'être perceptibles que lorsque des « manifestations » apparaissent dans de nouvelles attitudes, de nouvelles compagnies, de nouveaux choix portant de significations d'intolérance... Aussi peut-il paraître tard pour opérer un retour à la « normale ». Entre la période au cours de laquelle le sujet sain subit le contact avec les facteurs radicalogènes (phase 1), le temps où il manifeste de la sensibilité au discours extrémiste (phase 2), la phase au cours de laquelle il se met à véhiculer ce discours (phase 3), la durée n'est pas nécessairement longue. A chacune de ces phases, le saut vers l'extrémisme violent peut s'opérer si le facteur attractif correspondant à la source de la radicalisation apparaît et captive le sujet radicalisé ou en cours de l'être. D'où la nécessité de situer l'alerte précoce tout le long du chemin vers l'expression ouverte de l'extrémisme et avant le passage à la violence. Aux abords sud du lac Tchad, attitudes et discours apparaissent comme les lieux d'expression de la proto-radicalisation, celle-là qui trouve dans la liberté d'expression et de consommation les formes d'affichage de la différence, du refus (de l'autorité, de l'ordre établi), du courroux...

Dans le second cas, c'est l'apparition de facteurs attractifs qu'il importe de surveiller. Car l'extrémisme violent n'est pas l'explosion naturelle d'une radicalisation à bout de maturation, mais l'activation d'un sujet auparavant conditionné, à passer à l'acte sous l'impulsion d'un acteur (humain ou matériel) ou d'une circonstance opportuniste. Ici, le danger ne vient pas directement du combustible qu'est le radicalisé, mais davantage de l'allumette qui l'enflamme. Aussi convient-il d'empêcher leur rencontre et s'ils se rencontrent tout de même, limiter et gérer rapidement les effets qu'ils produisent.

- **La phase de réponse rapide**

C'est l'ensemble des actions et niveaux de risques potentiels à déclencher pour gérer le conflit (affrontements, escalade, menaces verbales) ou la manifestation de l'extrémisme violent (enrôlement par les groupes extrémistes, prêches imbibés de violence verbale, attentats suicides, attaques notamment) au tout début de leurs manifestations. C'est le niveau où le dispositif de **réaction d'urgence** intervient pour limiter l'ampleur et les effets de la violence, secourir les victimes, contenir la panique, prévenir de nouvelles victimes dans la mesure où les attentats suicides se font souvent en binômes. Les actions à mener sont variables selon qu'il s'agit de répondre aux effets d'un conflit ou à ceux de l'extrémisme violent.



Empowered lives.
Resilient nations.

- Dans le cas des conflits, on peut suggérer les actions suivantes : l'évaluation du rapport de forces entre les belligérants afin d'adapter la réponse au risque de létalité ; l'isolement des belligérants du reste de la population et des villages voisins pour éviter que les solidarités identitaires ne se mobilisent et aggravent l'ampleur du conflit ; les actions de temporisation des meneurs ou têtes de proue ; les actions d'interposition des acteurs extérieurs à la communauté tels que cela est prévu dans le SAP ;
 - Dans le cas de l'extrémisme violent : les procédés de dispersion rapide des curieux pour éviter des attroupements que pourraient cibler d'autres suicidaires, le premier attentat pouvant parfois être une diversion ; l'éloignement des enfants du périmètre de dispersion des restes des kamikazes pour éviter des traumatismes ou une émulation malsaine ; la canalisation des catégories à risque d'enlèvement vers des zones de repli ; l'activation des mesures de sécurisation des biens, en l'occurrence les magasins, boutiques, bétail...
 - Dans les deux cas, l'activation d'un plan général d'organisation des secours (Plan ORSEC) s'impose avec le recours aux dispositifs étatiques et aux acteurs privés présents dans la zone sous crise. Ce plan comprend notamment : les actions de premier secours et d'évacuation rapide vers les structures sanitaires ; la gestion diligente des cadavres ; la collecte des restes éparpillés et l'assainissement du site.
- **La phase post-crise**

Elle concerne les dispositions à prendre pour ramener le calme, gérer les effets et tirer les leçons de la crise :

- Des actions de recadrage des groupes impliqués dans les conflits ;
- Des initiatives de règlement définitif des sources d'affrontements ;
- Une évaluation des incidences de la crise ;
- L'identification des failles dans le dispositif de prévention contre les attaques et attentats ;
- Le suivi psychologique, médical et l'assistance sociale aux victimes.

A tous les niveaux, quatre conditions de base sont nécessaires pour développer un système d'alerte précoce complet, pertinent et efficace. Ces conditions sont les déterminants généraux et spécifiques de l'efficacité des SAP.

II. Les déterminants généraux et spécifiques de l'efficacité du SAP

1. Les déterminants généraux



Empowered lives.
Resilient nations.

La conception d'un SAP multi-aléas qui puisse atteindre les objectifs d'opérabilité doit nécessairement prendre en considération les éléments suivants :

- **Connaître les risques** : les identifier, les catégoriser, les localiser dans le temps et l'espace, cerner les groupes à risque, maîtriser les indicateurs de conflits, de la radicalisation et les manifestations de l'extrémisme violent, mettre tous les acteurs au même niveau de compréhension et d'information ;
- **Surveiller et donner l'alerte** : définir un tableau de bord de ce (ceux) qu'il faut surveiller, à quel moment le faire et comment mesurer le degré de la menace. Dans le cas des conflits, les groupes communautaires à risque d'affrontements, les lieux de contact, les groupes religieux à risque, les zones d'imbrication entre champs et chemins pastoraux, les zones de pêche sont quelques-unes des cibles de la surveillance selon les sources de conflits préalablement identifiées. Dans le cas de la radicalisation, la surveillance devrait se faire par l'observation continue de prémisses d'intolérance ou de glissement chez des individus, des groupes de compagnonnage, etc. Une alerte **très précoce** pourrait être dommageable au système de surveillance si elle concourt plutôt à faire changer de méthode par une cellule radicale qui se constitue alors qu'elle est encore à la phase embryonnaire ;
- **Communiquer et diffuser l'information rapidement** : radios communautaires, crieurs publics, messagers, SMS... sont les moyens de communication disponibles ou mobilisables dans le Hadjer Lamis. Diversifier les outils pour atteindre le maximum de personnes en cas d'attaque ou les utiliser pour diffuser des messages citoyens, des dispositions à prendre pour clôturer les champs, canaliser le bétail, sensibiliser les jeunes et particulièrement les enfants contre certaines offres alléchantes... Les langues de communication doivent permettre d'atteindre toutes les communautés (arabe local, kotoko, massa, sara, fulfulde, etc.) et contenir des messages simples et compréhensibles. Un dispositif de monitoring des contenus des informations doit veiller à ce que la communication mal faite n'envenime les tensions ;
- **Déclencher une réaction d'urgence** : évaluer et lister de façon précise les formes et moyens de réponse par type d'aléa ; sensibiliser les populations sur la conduite à tenir en cas de crise et le rappeler de façon périodique sans entretenir la psychose ; renouveler les équipes de veille au gré des départs et autres circonstances et former les nouveaux au fonctionnement du SAP communautaire ; mettre à jour les mécanismes de réaction au gré de l'évolution des modes opératoires de l'extrémisme violent.

2. Les déterminants spécifiques



Empowered lives.
Resilient nations.

A ces éléments que l'on retrouve dans tous les SAP, d'autres plus spécifiques à la radicalisation et à l'extrémisme violent pourraient être ajoutés :

- Reposer sur des acteurs inclusifs, représentatifs et permanents - tout au moins résidant sur le site sur la longue durée : familiers des personnes et des problèmes de la localité, susceptibles d'y rester longtemps ;
- Mettre à jour périodiquement la dynamique des risques et préciser la répartition des rôles dans l'analyse de la situation : qui la fait ? Comment ? avec qui ? quand ? Pourquoi ?
- S'informer régulièrement sur la situation des environs et coopérer avec les communautés/contrées voisines
- Coordonner les réactions des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du SAP en veillant à ce que ces acteurs soient aisément mobilisables et soient eux-mêmes capables de mobiliser, sensibiliser, informer pour atteindre toutes les composantes de la société. La circulation de l'information doit être fluidifiée aussi bien de façon ascendante que descendante. L'alerte ascendante intégrant la communication au bout de chaque chaîne : famille-quartier-village-contrée ; filles-mères-associations féminines-chefs de familles-chef de village ; chefs de villages-Sultan-autorités administratives et sécuritaires ; chefs de familles-religieux-fidèles ; enfants-parents-chef de village ; agriculteurs/pêcheurs/éleveurs-associations de producteurs-chefs de villages/Sultan/autorités... La réaction descendante : Sultan/chefs de villages-autorités-outils de diffusion-familles-associations ;
- Fixer clairement l'ancrage institutionnel du système. Ceci reste un défi pour un système communautaire opérant d'une part dans un espace où l'autorité est aux mains des Blamas, et d'autre part à un moment de césure institutionnelle, certaines autorités administratives et sécuritaires de proximité devant disparaître de la zone cible de ce SAP pour laisser place aux communes et à de nouveaux services de sécurité dont l'opérationnalisation et la prise en main des préoccupations de stabilité locale pourraient prendre du temps ;
- Définir des mécanismes de financement automatique durables basés d'abord sur les ressources locales et lister clairement la destination des fonds mobilisés.

III. La place spécifique des femmes et des enfants

Les enquêtes auprès de toutes les catégories d'âge dans le Hadjer Lamis confirment que les femmes et les jeunes ne sont pas spécifiquement impliqués dans la gestion des différends, sinon en tant que justiciables ou témoins devant les cours coutumières.



Empowered lives.
Resilient nations.

Individuellement ou en groupes, les jeunes expriment des frustrations soit par rapport aux difficultés d'accès aux espaces utiles et aux moyens de production, soit par rapport à l'immobilisme culturel qu'ils estiment restreindre leurs marges de manœuvre. Des attitudes de défiance vis-à-vis des normes socioculturelles et des replis sur soi ont été observés. Aux abords du Lac, ils sont nombreux à embrasser les nouveaux discours et pratiques religieuses tranchant avec le traditionalisme ambiant. Ces groupes à risque doivent être encouragés à s'organiser en associations de promotion de leurs intérêts collectifs sains, notamment en coopératives et groupes d'intérêts au sein desquels pourront être discutées leurs préoccupations et celles de la communauté.

La combinaison des actions d'autonomisation des jeunes et celles de renforcement de leurs capacités d'autorégulation devraient être coordonnées pour créer les conditions d'une participation optimale à la vie de la communauté et à sa protection. A cet égard, la forte implication des jeunes dans les comités de vigilance, activité bénévole, prenante et dangereuse, est un indicateur de leur engagement à défendre la communauté contre les menaces, y compris les plus fatales. Tout en les intégrant dans le dispositif communautaire d'alerte et de réponse, il conviendrait de leur laisser une marge de manœuvre dans l'activation de leurs propres mécanismes de circulation de l'information et d'organisation de la réponse, car leur connectivité numérique et générationnelle est plus rapide et plus apte à atteindre leurs congénères instantanément. A terme, l'on gagnerait à concevoir un « SAP jeunes » exploitant cette connectivité transcommunautaire.

La tranche des 10-24 ans a un rôle spécifique à jouer et mérite une attention particulière dans la prévention de la radicalisation et l'alerte précoce des signes de l'extrémisme violent. Elle est une cible privilégiée des recruteurs, dans la mesure où partout où des enfants soldats ont été employés dans les conflits, c'est dans cette tranche que les groupes armés et criminels ont puisé. Leur présence dans les rangs de Boko Haram est attestée, leur participation à la collecte de l'information et accessoirement de fonds, a été signalée dans plusieurs écrits. La surveillance de cette catégorie est d'autant plus importante que c'est en son sein que les facteurs de radicalisation émanant de l'environnement familial et du compagnonnage peuvent être identifiés. Tout comme d'ailleurs certains facteurs sociétaux donnant lieu à la marginalisation et à la stigmatisation pour des raisons culturelles, socioéconomiques ou socioprofessionnelles. L'on a en effet observé que l'appartenance ethnique, les stratifications sociales et les hiérarchies socioéconomiques se ressentent dans la formation des groupes de compagnons et les représentations.

Cette tranche est d'autant plus importante encore qu'elle renferme les catégories de filles les plus vulnérables pour leur âge, leur insécurité matrimoniale et les contacts auxquels elles sont exposées dans leur circulation quotidienne de vendeuses ambulantes. Au Cameroun et au Nigeria, la plupart des attentats suicides ont été commis par des adolescentes. Nombre d'entre elles appréhendées avant le



Empowered lives.
Resilient nations.

passage à l'acte sont des jeunes filles mères divorcées. De nombreux jeunes combattants désengagés de Boko Haram se sont rendus aux forces de défense et de sécurité camerounaises et nigérianes en compagnie de très jeunes épouses et enfants.

Le dispositif local de prévention devrait par conséquent préparer les jeunes garçons et filles à rapporter à leurs parents tout propos, offre ou attitudes listées comme faisant partie des indicateurs d'endoctrinement ou d'attraction vers des groupes extrémistes, y compris de la part des camarades. Le SAP devrait par conséquent tirer parti du dialogue entre les parents et les enfants. D'où la nécessité de consolider ce préalable du dialogue avec les jeunes/enfants qui est une condition sine qua none de leur implication sincère dans l'alerte précoce.

Le lien entre mère et fille est un aspect spécifique de ce dialogue qui doit faire de l'éducation de la jeune fille le lieu de construction du discernement et de la communication avec les parents. Sans que cela apparaisse comme une violation des droits fondamentaux de l'adolescente, il est utile de créer les conditions de débriefings périodiques permettant de percevoir les tendances et préoccupations individuelles et collectives des jeunes filles, ainsi que celles des rencontres méritant d'attirer l'attention et d'être discutées entre les mères dans leurs cadres et lieux de rencontres (marchés, associations, moulin, puits, rivière...).

Ce lien de confiance doit être constamment renforcé entre toutes les parties prenantes (administratives, sécuritaires, communautaires, religieuses, associatives, générationnelles...) pour favoriser la réactivité et l'efficacité de la réponse.

IV. Construction du SAP communautaire

1. Connaissance des risques

a. Nature des conflits

Localités	Peuples	Sources des conflits
Guitté	Haoussa	- frictions identitaires-
	Kotoko	- accès aux zones de pêche et frictions sur les types de filets à utiliser
	Arabe	- agro-pastoraux sur les zones exondées du lac (cultures de décrue) ;
	Boudouma	- entre agriculteurs et pêcheurs (dérivation des eaux à des fins de pêche sur les terres agricoles en période de décrue);
	Hadjarai	- affrontements réguliers entre jeunes et femmes des communautés Gorane et Zagawa sur fond de perceptions intercommunautaires.



Empowered lives.
Resilient nations.

	Sara Gorane Zagawa Maliens, autres	
Mahada	Arabe	- différends d'accès aux zones de pêche et aux pâturages ; - tensions fréquentes entre contrebandiers et douaniers.
Mani Kossam	Foulbé Kotoko Arabes Kim, Sara	- conflits agropastoraux du fait imbrication des champs et des pâturages ; - conflits sociaux dus aux frictions intergénérationnelles et aux déviations de jeunes consommateurs de stupéfiants - affirmation identitaire.
Nibeck	Kotoko, Arabes	- frictions intercommunautaires sporadiques entre Kotoko et Arabes ; - disputes entre pêcheurs sur les types de filets autorisés ; - récurrence des conflits agropastoraux.
Zafaya	Kotoko, Kim, Massa	- antagonismes intercommunautaires dus aux conflits d'accès aux terres agricoles ; - conflit de compétence entre le Sultan de Mani et le Blama de Zafaya au sujet de l'autorité sur les terres menant à une crise successorale.

b. Evaluation des mécanismes de gestion de conflits existants

Localité	Mécanismes	Compétences	Forces	Faiblesses
Mani Zafaya		Conflits conjugaux, interpersonnels, fonciers mineurs,	- Instance de régulation efficace dans le règlement des conflits intracommunautaires - Flexibilité, capacité de conciliation, cohésion entre les familles	-Verdicts non contraignants ; - Instance identitaire sans effet sur les différends intercommunautaires ;



Empowered lives.
Resilient nations.

Mahada	Cours de délibération du Blama	sorcellerie, mariage, bagarres, vols ...	- Capacité des chefs à régler les conflits transfrontaliers du fait de la parenté commune avec des chefs de la rive gauche du Chari	- Conflits couvés laissant place à la construction de l'amertume ; -nomadisation saisonnière à Mani Kossam faisant passer la gestion des conflits aux mains des chefs de famille en dehors de l'autorité du Blama sédentarisé ; - exclusion des jeunes et des femmes ; - résistance des jeunes aux règles communautaires réputées conservatrices
Guité	1. Cours de délibération des Blamas	Situation au bord du Lac amène à statuer sur une diversité de conflits : entre pêcheurs, conflits agropastoraux, litiges commerciaux, différends intra et intercommunautaires...	- capacité à résoudre des conflits divers ; - expérience avérée dans la régulation multiculturelle et transnationale ; - relativement moins dépendants du Sultan de Mani à cause de l'éloignement et de l'équation personnelle des Blama généralement nantis - Autorité avérée sur les comités de vigilance	Mécanisme reposant en partie sur le leadership économique des Blamas et leur capacité personnelle de régulation de l'accès aux ressources
	2.Imams locaux	Litiges conjugaux, répartition des héritages, arbitrages doctrinaires, conciliations.	Application de la jurisprudence islamique ; appel au bon sens ; quête du consensus ; respect de l'avis rendu	Limité aux musulmans. Affaibli par les querelles entre tendances doctrinaires. Avis souvent radical.

c. Identification des risques de radicalisation et d'extrémisme violent

Localités	Facteurs et indicateurs
Guité	- cible de deux attentats meurtriers de Boko Haram en janvier et février 2016 ; - rivalités ethno-confessionnelles basées sur l'appartenance à deux tendances opposées de l'Islam : Ansar Al Sunna Mohammadi minoritaire et Tidjaniya regroupant la grande majorité de la population, cependant divisée elle-même entre les entre groupes dominants Haoussa, Kotoko, Zagawa, Gourane d'une part et groupes allogènes Peuls, Tama, Ouaddaïens, Massa, Maliens...



Empowered lives.
Resilient nations.

	<ul style="list-style-type: none"> - récriminations envers les militaires contrôlant les mobilités, Guitté étant un débarcadère sur les bords du lac - plus de 3000 membres actifs des comités de vigilance peu entretenus et encadrés, dubitatifs sur ce que l'Etat leur réserve en contrepartie de leur participation à la lutte contre Boko Haram et autres crimes ; - courroux perceptible des jeunes face à l'appropriation de vastes étendues de terres cultivables par des hommes d'affaires et responsables publics non-résidents et parfois non originaires de la localité ; - Infertilité des sols, faible offre d'éducation et de formation, désœuvrement des jeunes, forte tendance à la consommation des stupéfiants ; - reprise des attaques et attentats de Boko Haram dans la zone du Lac en juillet 2018.
Mahada	<ul style="list-style-type: none"> - principal point de transit vers Blangoua (Cameroun) et surtout Gambaru (Nigeria), laissant des possibilités de contacts avec des sujets radicalisés dans une cité longtemps restée sous contrôle de Boko Haram et d'où sont parties des attaques particulièrement sanglantes sur Fotokol (Cameroun) ; ville libérée par les forces tchadiennes en 2015 ; - diminution des terres agricoles du fait de l'accaparement par les hommes d'affaires et autres nantis allogènes ; - restriction des activités commerciales entre le Tchad et le Cameroun et oisiveté des jeunes.
Mani Kossam	<ul style="list-style-type: none"> - prégnance de l'école coranique, absence de cadre de formation aux métiers ; - communauté introvertie, peu ouverte aux adaptations, peu perméable aux opinions des jeunes et des femmes ; - modèle pastoral nomadisant de moins en moins apprécié par les jeunes désireux de transformer le bétail en capital d'investissement commercial notamment ; - abus de stupéfiants par les jeunes ; - plaintes récurrentes à propos des abus de taxes sur le bétail lors de la transhumance.
Nibeck	<ul style="list-style-type: none"> - frontière poreuse exploitée par les jeunes contrebandiers ; - présomption de contribution de jeunes aux activités parallèles de financement du terrorisme (change manuel, transport de matériels/approvisionnements, vente de poisson...). - consommation répandue des drogues en comprimés
Zafaya	<ul style="list-style-type: none"> - saisie d'armes destinées à Boko Haram en 2016 - polarisation du village du fait de la crise de succession

d. Dispositifs d'alerte et de réponse rapide existants



Empowered lives.
Resilient nations.

Acteurs	Alerte précoce	Réponse rapide	Communication	Observations
Comités de vigilance	Détectent les suspects à l'entrée des villages, marchés... Informent les Blamas et les militaires	Stoppent ou dissuadent les kamikazes à l'aide de leurs armes blanches ou de traite. Organisent des battues contre les assaillants pour libérer des otages ou reprendre des biens emportés. Alertent les comités de vigilance des villages voisins.	Usent du téléphone portable ou de messagers pour déclencher la riposte des forces de défense et de sécurité, ou pour battre le rappel d'autres membres, signaler les positions de l'ennemi.	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de profilage des membres permettant de cerner leurs attentes, leurs compétences socioprofessionnelles en vue d'une insertion, leur disposition à poursuivre la veille ; - mécanismes de communication non standardisés et soutenus (téléphonie mobile chère, peu de dotation en crédit de communication ; - pas de dispositif de protection des membres et de leurs familles ; - réponse rapide pas assez dissuasive au regard de l'armement des terroristes, mais armer les comités de vigilance est un risque ; - frilosité des organisations internationales à leur apporter un appui autre que la formation civique et le respect des droits humains ; - pour ces raisons, durabilité aléatoire.
Chefs de race/Blamas	Relaient l'alerte auprès du Kobou au sultanat de Mani. Mobilisent les facilitateurs, et les annonceurs publics	Mobilisent la milice locale, les notables et les chefs de famille. Répartissent les rôles. Convoquent les meneurs des conflits. Alertent parallèlement les FDS.	Déploient les annonceurs publics munis de mégaphones. Sensibilisent dans les mosquées par l'intermédiaire d'un porte-parole.	<ul style="list-style-type: none"> - généralement peu enclins à prendre des initiatives sans en référer au Sultan ; -relativement efficaces dans la gestion des conflits sociaux et fonciers mineurs, mais pas d'expérience en matière de prévention de la radicalisation



Empowered lives.
Resilient nations.

Chefs de familles	Portent l'information dans les quartiers. Informent les membres de la famille et proches. Sensibilisent la famille élargie.	Sécurisent les membres de la famille et les biens. Organisent la fuite le cas échéant.	Font usage du téléphone et de coureurs	<ul style="list-style-type: none"> - peu impliqués dans le monitoring de la conduite des enfants ; - peu sensibilisés aux questions de radicalisation et restent dans le déni d'une éventuelle existence de risques parmi leurs enfants ; - plus concentrés sur les charges familiales que sur l'éducation des enfants ; - pas d'échanges réguliers avec les enfants, encore moins avec les filles du fait de pesanteurs culturelles (honte, tabous culturels...) - davantage centrés sur la régulation familiale, gestion des conflits internes.
Leaders des jeunes, des coopératives et des associations féminines			Alertent les membres par téléphone. Placent des affiches de sensibilisation. Organisent des réunions de crise et d'information. Font des annonces dans les mosquées	<ul style="list-style-type: none"> - pas d'action formelle ou de dispositif expressément mis en place pour prévenir et gérer les conflits ; - faible connaissance des indicateurs de radicalisation et aucune disposition de réaction contre les risques d'extrémisme violent.
Sultan de Mani	Informe le sous-préfet. Accrédite l'information et ordonne la diffusion d'une alerte.	Actionne le déploiement des comités de vigilance des villages voisins. Fournit l'appui matériel aux CV.	Recours aux prédicateurs et imams pour la sensibilisation contre l'intolérance	<ul style="list-style-type: none"> - très informé sur la vie du canton à travers ses auxiliaires ; - position centrale dans la gestion des conflits courants et non violents ; - position centrale dans la mobilisation et la gestion des comités de vigilance ;



Empowered lives.
Resilient nations.

				<ul style="list-style-type: none"> - compétences accrues avec la réforme des Institutions nationales ; - peu préparé à adresser la radicalisation et l'extrémisme violent ; - faible capacité à mobiliser les jeunes et les OSC (associations en particulier).
Forces de défense et sécurité stationnées au bord du lac	Informent le sous-préfet en cas de situations suspectes	Interviennent contre les menaces armées. S'interposent entre les parties belligérantes. Sécurisent les théâtres des attentats. Concourent à l'évacuation des victimes.	Mènent des actions civilo-militaires (santé, sensibilisation, aide alimentaire...).	<ul style="list-style-type: none"> - efficaces dans la réponse rapide ; - interaction avec les comités de vigilance ; - interaction avec les autorités coutumières ; - communication ambivalente avec les jeunes ; - faible activité civilo-militaire qui aurait aidé à réduire les risques d'extrémisme.
Commission Eleveurs-Agriculteurs de la sous-préfecture de Mani		Organise des rencontres de conciliation entre les parties en conflits. Fait des descentes sur le terrain de la crise pour évaluer les dégâts et les compensations. Reprécise les pistes à bétail...	Palabres villageoises	<ul style="list-style-type: none"> - faible impact sur l'alerte précoce, intervient en situation de post-crise ; - statut incertain avec la disparition envisagée des sous-préfectures ; - nécessiterait une redéfinition pour agir en amont et en corrélation avec les corporations d'agriculteurs et d'éleveurs la veille des pluies.
Association pour le Développement de l'Élevage au Tchad (ADET)	Sensibilise les éleveurs sur les pratiques d'évitement des conflits. Assure la médiation entre	Intercession entre les parties en conflits (éleveurs-éleveurs). Relaie et sensibilise les	Diffuse toute information à la demande des autorités traditionnelles et administratives.	<ul style="list-style-type: none"> - organe de veille et d'alerte sur les risques de conflits agropastoraux ; - essentielle dans l'activation d'une réaction d'urgence en cas de crise.



Empowered lives.
Resilient nations.

	les éleveurs et les agriculteurs.	éleveurs sur les mesures prises.		
--	-----------------------------------	----------------------------------	--	--

Hormis quelques cas d'attentats à Guitté, l'expression de l'extrémisme violent dans les cinq villages cibles est davantage conflictuelle que déterminée par des mobiles idéologiquement construits. Par conséquent, les enquêtés peinent à distinguer le conflit classique de la violence extrémiste, dès lors que les perceptions identitaires qui nourrissent certains affrontements intercommunautaires s'apparentent aux manifestations de l'extrémisme. Dès lors, les mécanismes existants sont prioritairement des routines conçues pour adresser des conflits compliqués, car imbriquant frictions identitaires et rivalités autour des ressources, néanmoins gérés de façon consensuelle là où les enjeux sont de moindre importance. Les conflits majeurs relèvent quant à eux de la compétence des autorités administratives et sécuritaires. Il y a une grille de répartition de compétences exclusives qui n'est pas tout à fait étanche, car selon le principe du « qui peut le plus peut le moins », des conflits généralement entendus par les chefs coutumiers sont parfois portés à la sanction du sous-préfet ou de la gendarmerie, lorsque les parties ou l'une d'entre elles refuse de s'adresser à une autorité ressortissant d'une autre communauté. La proximité des autorités étatiques favorise ce type d'attitude, que l'on retrouve peu sur les bords du Lac où les Blamas ont une envergure qui, dans l'ensemble, en impose à tous.

Quant à la radicalisation, les mécanismes existants ne révèlent pas un dispositif pensé expressément pour identifier des tendances extrémistes ou des velléités d'adhésion à des organisations extrémistes. Seule l'étape de passage à l'acte violent est constatée a posteriori, quand l'acte est posé. Face aux attentats suicides par exemple, c'est le protocole de traitement des conflits classiques qui est mis en branle, les seuls acteurs nouveaux et spécifiques étant les comités de vigilance. Il n'existe donc pas de mécanisme spécifique pour adresser la radicalisation et l'extrémisme violent.

Au vu de tout ce qui précède, l'élaboration d'un SAP communautaire multi-aléas (conflits-radicalisation-extrémisme violent), doit aller au-delà de la conception d'un mécanisme de veille pour intégrer, en amont, le renforcement continu des capacités des acteurs locaux en matière de compréhension des trois phénomènes visés, en mettant en exergue leur imbrication mais aussi les nuances ou différences qui les distinguent. Il s'agit également d'adapter les mécanismes de prévention et de gestion des conflits existants aux besoins d'une prise en compte de la radicalisation et de l'extrémisme violent pour que les acteurs légitimes au sein des communautés continuent d'assumer leurs rôles de régulation sociale et communautaire, tout en intégrant d'autres compétences.



Empowered lives.
Resilient nations.

V. Architecture du SAP proposé

1. Veille, alerte et réaction d'urgence intégrée

Niveau d'alerte	Indicateurs			Réponse rapide	Acteurs/suivi	Communication	Financement
	Conflit s	Radicalisation	Extrémisme violent				
N1 : Des influences nouvelles dans la communauté	Risques: nombreux migrants; faible pluviométrie; accaparement des espaces; extension des champs; différends pendants.	Risques: nouvelles idéologies extrémistes; nouveaux porteurs d'idées; retour de déplacés; nouvelles restrictions; réunions inhabituelles; diffusion de littératures non consensuelles	Risques: présence de groupes armés dans le voisinage, enrôlements dans la région, contacts/mobilités vers la région concernée; activités transfrontalières pas assez contrôlées	Activer la veille : suivi des conditions d'installation et d'accès à l'emploi, de la petite criminalité, des incidences de nouvelles mesures, de l'activité des nouveaux acteurs religieux ; médiations ; cartographie actualisée des acteurs à risques et zones de conflits	Conseil des notables ; comités de développement local; moniteurs de veille ; Plateforme des organisations locales ; APE/AME ; relais des Blamas ; fiches de suivi des indicateurs	Palabre communautaire ; causeries éducatives ; prêches et sermons dans les lieux de cultes ; groupes de discussions	Redevances coutumières ; cotisations
N2 : Des discours et attitudes nouveaux parmi la population	Menaces : replis identitaires ; invectives ; résurgence des conflits passés ; disputes ; baisse des interactions intercommunautaires ; refus des	Menaces : nouveaux compagnonnages; replis identitaires; revirement vers des mosquées/églises puristes; désobéissance envers le système/ règlements/	Menaces: menaces contre les autorités ou des particuliers ; tentatives d'enrôlement dans la communauté ; extorsions ; soupçons sur de potentielles complicités locales	Activer l'alerte : actionner les mécanismes de gestion des conflits ; sensibiliser les chefs de familles, les associations de producteurs, les associations, les organisations de jeunes et de femmes ; orienter les prêches et sermons ; palabres inclusives;	Blamas; leaders communautaires (ethniques/régionaux); leaders religieux; leaders associatifs; têtes de files des groupes de jeunes; enseignants ;	Prêches et sermons ; diffusion de messages alternatifs (radios communautaires, sensibilisation itinérante avec mégaphone, affiches) ; session	Redevances coutumières ; dîmes sur les productions agricole,



Empowered lives.
Resilient nations.

	compromis/arbitrages locaux	modèles sociaux/parents; prise de stupéfiants; propos inhabituels chez les enfants; interpellations publiques irrévérencieuses envers les aînés/autorités ; plaintes de parents		identification des personnes à risque ; interaction avec les mécanismes des villages voisins ; renforcement du renseignement ; sensibilisation	chefs de familles...	spéciale du comité de développement ; activités ludiques trans-identitaires et inter-villages ; mobilisation aux cérémonies (baptêmes, mariages, deuils...)	pastorales et piscicoles; cotisations; contributions de la Commune, apports des PTF ; aides publiques
N3 : Des actions imminentes ou débutantes	Escalade: menaces verbales; activation autodéfense; bagarres isolées ; destruction de champs/matériels de production	Escalade : affichage et publicité des choix idéologiques ; refus de la contradiction ; repli sur soi ; commentaires sur l'actualité sécuritaire ; propos sur l'exclusion ; internationalisation du discours; leadership dans les revendications diverses sans disposition au compromis.	Escalade : signalement d'éléments armés dans les parages ; arrestation de présumés complices/individus armés/porteurs d'explosifs; départ de membres de la communauté vers un groupe armé; premiers échanges/visualisation avec les comités de vigilance	Activer la réaction rapide : alerte des forces de sécurité ; renforcement des comités de vigilance ; patrouilles ; interposition ; implication du tribunal coutumier ; surveillance des accès au village et des espaces litigieux ; surveillance des marchés et des champs contre les risques d'enlèvements et d'attentats ; réduction des attroupements ; identification systématique des nouveaux venus	Blamas, FDS, comités de vigilance, responsables administratifs et municipaux, leaders des corporations et autres organisations locales, organisations internationales et de la société civile (réponse humanitaire)	Radio communautaire ; prêches et sermons, tournée de sensibilisation, affiches, conciliation ; porte à porte...	Redevances coutumières ; dîmes sur les productions agricoles, pastorales et piscicoles ; cotisations ; contributions de la Commune, apports des PTF (pour l'appui humanitaire en cas d'attaque) ; aides publiques

2. Organigramme du SAP communautaire

L'architecture proposée pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre du SAP communautaire dans les cinq villages cibles du Hadjer Lamis, est constitué des organes à créer suivants :

1. Le Comité communal de Crise (CCC) qui coordonne l'ensemble des actions déployées pour répondre aux risques, aux menaces évidentes et à la crise proprement dite. Placé sous l'autorité du Sous-préfet ou du Maire selon l'évolution de la hiérarchie administrative locale, il comprend :

- Le Sous-préfet
- Le Maire
- Le Sultan de Mani
- Les responsables des plateformes communales des organisations de producteurs, de femmes et de jeunes
- Deux responsables des FDS déployés dans la zone
- Le responsable communal des comités de vigilance ou de veille
- Le responsable de la Cellule de communication.

Le CCC est le seul habilité à autoriser le déclenchement de la réponse lorsque la côte d'alerte de niveau III est atteinte. Sa décision repose sur les données du comité de veille.

2. Les Cellules Locales de Veille (CLV) qui sont des organes souples de collecte et de transmission des informations. Située dans un village, la CLV est placée sous la coordination du Blama. Il est assisté d'un secrétaire chargé de recevoir, vérifier et consolider les informations reçues. Le Blama assisté de sa cour détermine celles qui nécessitent une action urgente, celles qui requièrent un suivi et celles à porter à l'attention du Sultan. Le Blama déclenche toute mesure appropriée en synergie avec les chefs de famille. La collecte de l'information doit concerner toute la population. Cependant, le Comité devrait avoir des points focaux auprès de toutes les couches de la population et dans les zones à risques. L'alerte peut se faire des autorités vers la population et de la population vers les autorités.

3. Le Système de Communication (SC) qui est mobilisé quand la situation l'impose. C'est davantage des outils qu'une Cellule de communication proprement dite. Il s'agit de former quelques personnes permanentes à la communication de crise, à savoir des prédicateurs, des prêtres et pasteurs, des animateurs de radios communautaires, des jeunes réputés pour leur éloquence, des griot, les comités de vigilance... afin qu'ils portent et diffusent partout les messages de circonstance conçus par une équipe autour du Blama.

4. Schemas descriptif du SAP

Ci-possible, proposez un schéma simple du cycle du SAP qui pourrait-être utilisé sur des support de communication/formation.